

## Compte-rendu de l'atelier N°8

# Quand est reconnue la qualité de l'enseignement qualifiant...<sup>1</sup>

<b>Intervenant :</b>	<b>José Soblet</b> , secrétaire général de la FESeC a été le directeur de l'Institut des Arts et Métiers à Virton. Dans cette fonction, il a pu observer et analyser les motivations qui poussaient des jeunes Français à choisir l'enseignement technique et professionnel en Belgique.
<b>Animateur :</b>	<b>Paul Boland</b>
<b>Secrétaire :</b>	<b>Maurice Collinge</b>

## 1. Exposé de José Soblet

### 1.1. Enseignement qualifiant

#### 1.1.1. Vu de France

Expérience personnelle en tant que chef d'établissement dans une région frontalière

- a) **L'aspect quantitatif** : environ 12 000 élèves pour le secondaire ordinaire et 2 000 pour le secondaire spécialisé
  - Hainaut : 8 500 dans l'ordinaire et 1 800 dans le spécialisé
  - Luxembourg : 1 500 dans l'ordinaire et 150 dans le spécialisé
  
- b) **Les raisons évoquées par les parents français**  
Les jeunes sont dans un meilleur contexte d'apprentissage et d'éducation
  - Qualité de l'environnement social
  - Maintien de normes éducatives et comportementales plus strictes
  - Caractère catholique de l'institution

<sup>1</sup> Ce compte-rendu est un résumé des interventions et débats de l'atelier réalisé par la ou le secrétaire. Afin de permettre une diffusion rapide, il n'a pas été possible de demander aux intervenants de valider ce texte. Si, malgré le soin apporté à ce travail, des propos avaient été mal retranscrits, merci de nous en excuser. Dans la mesure où ils nous ont été communiqués, les supports de présentation ou les textes des intervenants sont également publiés pour compléter ce compte-rendu.

Les propos n'engagent pas le SeGEC.

*Le Service d'étude du SeGEC*

- Projet pédagogique et éducatif davantage centré sur le jeune
- Taille des groupes réduite
- La densité et la diversité des options sont plus importantes que chez eux
- Il est possible de trouver, dans un rayon géographique restreint et avec des facilités de déplacement, à peu près toutes les options dans les différentes sections.
- Il n'existe pas de mécanisme centralisé d'allocation des places.
- On a coutume de dire "En France, les élèves cherchent les écoles, en Belgique, les écoles cherchent les élèves".
- Dans de nombreux cas, les effets de droit des certifications obtenues sont équivalents. Ceci est le fruit d'un travail de concertation, souvent mené à l'initiative d'établissements scolaires belges. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine du service aux personnes et des soins de santé.
- L'enseignement spécialisé en tant que tel n'existe pratiquement pas en France. La CF accueille donc beaucoup d'enfants dans l'enseignement spécialisé.

### **1.1.2. Vu d'ici**

Un enseignement de qualité, probablement mal connu.

#### **a) Des faiblesses**

- Un enseignement mal connu et connoté négativement.  
Comment faire pour que le public fasse confiance à ce type d'enseignement ? Y a-t-il moyen de contrecarrer la dynamique de hiérarchisation des filières dans le grand public et (surtout) chez les enseignants et agents PMS ?
- Des mécanismes et acteurs d'orientation mal informés des richesses réelles et des contraintes de ce type d'enseignement.
- Une absence totale d'initiation à la technologie dans l'enseignement du fondement
- Les mécanismes à l'œuvre au niveau des attestations de passage de classe font que la difficulté scolaire s'y trouve concentrée. Les enfants sans projet se trouvent paradoxalement dans le type d'enseignement qui suppose en avoir un.
- Les premiers degrés des écoles qualifiantes se dépeuplent d'une part, concentrent les élèves en difficulté d'autre part. Ne serait-il pas plus pertinent de penser l'enseignement qualifiant sur le modèle d'écoles à deux degrés ?
- La formation générale, en particulier dans la filière professionnelle, ne garantit pas une inscription crédible dans un processus d'apprentissage tout au long de la vie. La formation en langues modernes y est cruellement faible, hormis quelques options à caractère commercial. Il y a un énorme chantier à ouvrir en cette matière.
- De nombreux métiers nécessitent aujourd'hui une formation de bachelier. L'enseignement qualifiant tel qu'il est organisé aujourd'hui soit n'est pas qualifiant, soit ne prépare pas réellement à la poursuite d'études supérieures.

#### **b) Des atouts incontestables et des défis à relever (et à réussir)**

- Une structure adaptée aux différents types d'élèves

- *Qualification technique*
- *Qualification professionnelle*
- *Alternance*
- *Années de spécialisation*
- Une offre dense et diversifiée. Il y a très peu d'options "orphelines". Une réflexion doit cependant se mener sur l'optimisation de l'offre dans une optique de qualité du service public.
- Une approche pédagogique centrée sur l'apprenant, développant une dynamique de qualification plutôt que de sélection.
- Un équipement de qualité soutenu par des moyens publics importants tant en Région Bruxelles-Capitale qu'en Région Wallonne.
- L'élévation substantielle des dotations de fonctionnement
- Le fonds d'équipement
- Le projet des Centres de Technologies Avancées (CTA).
- La mise à disposition des centres de compétences.
- Des formations en prise directe sur la réalité de l'entreprise.
  - *Des profils de formation de la CCPQ (Commission communautaire des professions et des qualifications) aux productions attendues du Service Francophone des Métiers et des Qualifications.*
  - *Une redéfinition des profils de formation en termes d'acquis d'apprentissage (learning outcomes) et une évaluation basée sur l'exercice de situations professionnellement significatives.*
  - *Une inscription dans la dynamique ECVET (European Credit for Vocational and Education Training).*
  - *Un développement de la dynamique de l'alternance, en ce compris dans l'enseignement spécialisé.*
  - *La généralisation des stages en entreprise.*
  - *Une employabilité crédible et une probabilité d'emploi élevée (dans certains secteurs seulement qui, malheureusement, ne sont pas les plus fréquentés).*
- Une intégration du processus d'évaluation entre certification scolaire et certification professionnelle.
  - *La fin de la double épreuve.*
  - *L'intégration accrue des cours de l'option groupée.*
  - *La contribution (partielle) des cours généraux à la construction de la qualification.*
- Un projet novateur : la certification par unités
  - *Valoriser les acquis plutôt que sanctionner les échecs*
  - *Découpage d'un parcours formatif en unités d'acquis d'apprentissage*
  - *Découpage d'un parcours certificatif en unités*
  - *Une expérimentation dès 2011 dans trois secteurs : l'automobile, la restauration et les soins de beauté.*

## 2. Les échanges

- a) en Région bruxelloise, dans le secteur de la construction, on observe une détérioration des rapports écoles – entreprises. Il est urgent de concrétiser de nouveaux projets de conventions.
- b) les D1 se dépeuplent gravement dans les écoles qualifiantes. L'offre des programmes du D1 est bien pauvre (Activités complémentaires, Éducation par la technologie) pour sensibiliser les jeunes au qualifiant.

Évocation de l'expérience d'échanges menée sur Charleroi. Pourrait-elle être renouvelée ?

L'expérimentation de réforme du qualifiant au D3 : apprentissage et certification par unités ;

- o les enseignants doivent s'attendre à un changement important de paradigme,
  - o tout est axé sur le professionnellement significatif (apprentissage et évaluation),
  - o la formation générale sera-t-elle présente dans les unités, en suffisance ? C'est elle qui donne du crédit à la formation. Elle est réclamée par les parents, par les employeurs. L'objectif de formation générale devrait être dominant tant que l'enseignement est obligatoire. Dans le qualifiant, elle ne doit pas être une décoction progressive et réductionniste de ce qui est fait dans le général. Il faut une rupture méthodologique, axée sur une spécificité de la culture technologique, plus pragmatique.
- c) En vue du choix d'une profession, pourquoi pas un examen « d'entrée », dans le même esprit que celui pour la police, l'armée...
  - d) au registre de la communication dans le monde qualifiant, il devient urgent :
    - o d'adapter le vocabulaire spécifique contemporain,
    - o d'uniformiser les appellations en référence aux niveaux européens,
    - o de standardiser des fiches métiers (PF) pour faire facilement le lien entre apprentissage et métier (description précise des situations professionnellement significatives),
    - o de casser la logique néfaste qui lie orientation – qualification – relégation dans l'enseignement secondaire francophone de Belgique. Créer une commission qui s'attèle concrètement à cet objectif.
    - o ...
  - e) **au terme des échanges**, le groupe exprime trois propositions à communiquer à l'assemblée :

1. Dès l'enseignement fondamental et au D1, revoir une présence réelle et importante de l'éducation (par) à la technologie.

2. Revisiter la formation générale dans les qualifications techniques et professionnelles. Elle doit avoir un objectif d'insertion sociétale à travers ses trois dimensions : citoyenne, culturelle et professionnelle.

3. Travailler concrètement l'image du qualifiant à travers des outils de communication et de représentation humaine. Le message de José Soblet (faiblesses et atouts) pourrait constituer un livre blanc de référence. Le public cible de cette communication est tant à l'intérieur (les professeurs, les agents PMS) qu'à l'extérieur des écoles (les parents, les médias...